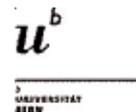




Projet Brookings-Berne sur les déplacements internes



La politique des personnes déplacées de l'Ouganda

par Joy Miller

L'Ouganda a des grands nombres de personnes déplacées- plus qu'1,7 million, qui représente plus de 6% de la population nationale. Bien que ce soit un des rares pays qui aient une politique nationale pour les personnes déplacées, son application inefficace signifie que plusieurs personnes déplacées font encore face à des menaces sur leur sécurité, un accès limité à l'assistance humanitaire et aux difficultés à rentrer dans leurs foyers.

Quelque 90% de la population du nord de l'Ouganda a été déracinée en conséquence du conflit entre l'Armée de résistance du Seigneur (Lord's Resistance Army) et le Gouvernement. D'autres déplacements considérables ont été causés par des voleurs de bétail armés de la province du nord-est de Karamoja. La majorité des personnes déplacées vivent dans des camps sordides - certaines personnes depuis près de dix ans - où elles sont vulnérables aux abus de droits humains, aux maladies et aux privations.

La politique nationale de l'Ouganda pour les personnes déplacées fut adoptée en 2004, à la suite d'une visite de Francis Deng, ancien Représentant du Secrétaire Général aux personnes déplacées¹. Elle s'appuie sur les Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays et engage le Gouvernement à protéger ses citoyens contre les déplacements arbitraires, à garantir leurs droits pendant les déplacements et à faciliter leurs retours volontaires, la réinstallation, l'intégration et la réintégration.

Walter Kälin, Représentant du Secrétaire général de l'ONU pour les droits de l'homme des personnes déplacées (RSG), a fait une visite de travail de six jours en Ouganda en juillet 2006 à l'invitation du Gouvernement. Il a pris note de l'excellente politique nationale et il a été encouragé par les améliorations relatives de la sécurité dans le nord. Toutefois, il a exprimé ses inquiétudes que des problèmes humanitaires et de droits civils sérieux persistent dans les camps de personnes déplacées - de mauvaises conditions de sanitaire et de santé, le manque d'enseignants et d'accès aux écoles, et des niveaux élevés de violences sexuelles et sexistes. Il a entendu les témoignages sur l'impunité institutionnelle prévalente, qui implique aussi des membres de l'Ougandan People's Defence Force (UPDF) [Force de Défense Populaire

Ougandaise] et des unités locales de défense qui abusent parfois des droits des gens mêmes qu'ils sont chargés de protéger².

Pour tenter de répondre à ces questions, le RSG et le projet Brookings-Berne sur les déplacements intérieurs ont réuni un atelier de deux jours à Kampala - sous l'accueil du Gouvernement ougandais - afin d'identifier les défis à l'application de la politique ougandaise sur les personnes déplacées et d'œuvrer vers des solutions pratiques. Kälin a rappelé aux participants que « la volonté politique d'établir des priorités, de coopérer et de coordonner sera critique à l'application de la politique et au maintien des droits humains des personnes déplacées. »

L'atelier a rassemblé plus de 100 participants - des représentants du Gouvernement, de l'UDPF, de la Commission ougandaise pour les droits humains³, les ONG locales et internationales, les leaders des personnes déplacées et des chercheurs. Prenant place peu après l'entrée en fonction des nouveaux élus du gouvernement local et national, l'atelier a offert à plusieurs d'officiels leur première opportunité de se rencontrer pour discuter de l'application de la politique nationale sur les personnes déplacées et de rencontrer face à face les représentants de la société civile et des membres de la communauté internationale pour discuter des déplacements intérieurs.

Les discussions de l'atelier ont porté sur les principaux obstacles à l'application de la politique : le manque de communication entre les autorités locales et nationales ; le peu de consultation et de communication avec les personnes déplacées ; une force de police souvent absente et à court de ressources ; un système inefficace de fournir des ressources au gouvernement local et l'attention insuffisante apportée aux problèmes de terrain et d'autres dispositions pour le retour des personnes déplacées.

Les participants ont demandé :

- une large dissémination de la politique sur les personnes déplacées de manière à créer une meilleure compréhension de son contenu et à encourager l'application ;
- le renfort des connaissances et des compétences des officiels du gouvernement au niveau local et

central afin de mettre en application la politique de manière effective ;

- la participation active de tous les ministères gouvernementaux concernés à l'application de la politique ;
- des consultations avec les personnes déplacées et leurs communautés, en particulier en ce qui concerne leur sécurité, leur retour et les problèmes de terrain ;
- le déploiement d'une police civile bien entraînée -compréhant des femmes- dans les camps et dans les zones de rapatriement ;
- des améliorations au système d'allocation des ressources à partir de l'administration du centre vers les administrations des districts ;
- l'établissement d'un système judiciaire capable de fonctionner qui comprend des mécanismes de résolution de disputes terriennes et qui protège les droits de propriété dans les zones de rapatriement ;
- une meilleure sécurité, la reconstruction des infrastructures et la disponibilité de services sociaux dans les zones de rapatriement.

A la conclusion de l'atelier, Tarsis Kabwgyere, Ministre ougandais pour les Secours et la préparation aux désastres, a engagé le Gouvernement à « faire ce qu'il faut pour s'assurer que les critiques justifiées soient adressées... L'année prochaine verra une nouvelle situation ». Depuis l'atelier, le Gouvernement ougandais et le LRA ont entamé un processus de paix qui a apporté de l'espoir aux personnes déplacées de l'Ouganda. Mais pour que les retours se déroulent avec succès, les politiques et les plans doivent être appliqués, pas seulement annoncés. Le Gouvernement ougandais doit prendre des mesures pour promouvoir le retour sécurisé et durable de millions de personnes.

Joy Miller (jmiller@brookings.edu) est Assistante de recherche sénior au Projet Brookings-Berne et a été l'organisatrice principale de l'atelier de Kampala. Le rapport de l'atelier et la documentation de base se trouvent sur (en anglais): www.brookings.edu/fp/projects/idp/conferences/contents.htm#Uganda

1. voir (en anglais) FMR 19, www.fmreview.org/FMRpdfs/FMR19/FMR19Brookings.pdf

2. Le relevé de presse émit suite à la visite : www.unhcr.org/50C46C08623F73FEC12571A1004DCA32?opendocument

3. www.uhrc.org